



CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL

SUTE 69 educ69@cnt-f.org / 44 rue Burdeau 69001 Lyon

<http://www.cnt-f.org/cnt69/union/cnt-educ-69/>

**BLANQUER, ÇA OUI TU PEUX NOUS FAIRE CONFIANCE :
ON VA TE FOUTRE DEHORS !**

**AG Départementale le 28/03 à 13h Bourse du Travail Lyon 3
Manifestation le 28/03 à 14h30 à Place Guichard**

La Loi dite « Pour une Ecole de la confiance » n'en finit pas de mettre en place une politique éducative réactionnaire, nationaliste et autoritaire. Mais plutôt que de confiance, c'est plutôt de défiance dont il faudrait parler.

Défiance envers les lycéen.ne.s, qui ont rapidement pris conscience des conséquences d'une réforme qui n'a pour but que de faire des économies tout en adaptant le système scolaire aux évolutions de l'économie capitaliste : vers la formation d'une minorité surqualifiée (dans les lycées puis les universités les plus côtés) et d'une majorité de futur.es travailleur.es peu qualifié.es (qui passeront par des lycées moins valorisés, à commencer par ceux des banlieues, et qui auront perdu un grand nombre d'options qu'ils proposaient auparavant).

Défiance envers les personnels de l'éducation nationale : l'évaluationnisme continue de gangrener l'Education nationale et s'opérationnalise actuellement dans les évaluations de CP, causant de nombreux problèmes (modalités de passation, standardisation de l'évaluation et conformisation de l'enseignement aux tests, etc.). Dans le secondaire, les baisses de postes se concrétisent à travers les DHG par des diminutions de présence adulte dans les établissements et l'augmentation des services partagés sur plusieurs établissements. Enfin, le gouvernement menace notre liberté d'expression en promettant une modification du texte sur le « devoir de réserve » (à travers une prétendue « atteinte portée à l'institution »), terme impropre et qui contribue une nouvelle fois à occulter notre droit fondamental à la liberté d'expression comme tou.te.s les autres citoyen.ne.s.

Défiance enfin envers tou.te.s les élèves en difficulté, en investissant des fonds dans des établissements destinés en pratique aux plus privilégié.es. Les établissements publics locaux d'enseignement internationaux prépareront les classes dominantes aux grandes écoles. Le financement des écoles maternelles privées, justifiée par l'obligation de scolarisation à partir de 3 ans (alors que quasi tous les enfants le sont déjà), va renforcer le communautarisme de la bourgeoisie blanche. Plus de fric pour les privé, c'est moins d'égalité sociale et un cadeau aux lobbies proche du gouvernement (Agir pour l'école). Enfin, la possibilité de regrouper des établissements primaires risque fort d'aboutir à de nombreuses fermetures d'écoles rurales ainsi qu'à la soumission des professeur.es des écoles à la hiérarchie des principaux de collèges.

Il est important de noter que la loi commence par un article baillon : l'introduction d'un devoir de réserve pour tous. Le but est bien un contrôle strict de la parole des enseignants aussi bien dans les classes que lors de toute prise de parole publique. Cette dérive autoritaire se combine avec une autre nationaliste avec les drapeaux dans chaque classe !

Cette dérive autoritaire est aussi marquée par l'introduction d'un contrôle autoritaire et centralisé de la formation des enseignants. Les ESPEs deviennent des INSPEs avec des directeurs nommés par le recteur et plus élus par les enseignant-e-s. Mais c'est aussi un programme cadré au national par le ministère. La loi Blanquer s'est aussi une austérité budgétaire toujours plus forte. Les AEDs (qui préparent le concours de l'enseignement) pourront enseigner. C'est un statut de sous professeur-e à bas coût. Dans un même temps, le concours est repoussé du M1 au M2 ce qui provoquera la fin de la rémunération comme stagiaire-fonctionnaire lors du M2. Ce souci d'économie se reflète également par la création d'école socle où un ensemble d'écoles primaires sont placés sous le contrôle (et l'autorité hiérarchique) d'un directeur adjoint de collège qui remplacera les directeurs d'école. Sans aucune expérience sur l'intérêt pédagogique, c'est bien la mutualisation et donc les économies qui sont la motivation de ce regroupement.

Les revendications sont nombreuses. Lycéen.ne.s, étudiant.es, personnels de l'éducation nationale, nous subissons tous et toutes les politiques réactionnaires du gouvernement Blanquer. Organisons-nous et luttons pour nous y opposer et proposer un modèle d'éducation émancipateur, pour nous comme pour nos élèves.